

**Cercle 2**  
**Working document 04****NOTE**

---

du	Secrétariat
au	"Cercle de discussion" sur la procédure budgétaire
Objet :	<b>Questionnaire sur la procédure budgétaire</b>

---

Les membres du cercle de discussion ont reçu une note descriptive de la procédure budgétaire annuelle (WD 03). Le présent questionnaire vise à structurer le débat au sein du cercle de discussion lors de sa réunion du 26 mars prochain.

1. Dans la procédure actuelle, la Commission présente un avant-projet de budget. C'est le Conseil qui établit le projet de budget. Est-il envisageable d'attribuer à la Commission la faculté de présenter directement le projet de budget? Bien entendu cela ne préjugerait pas des majorités requises pour la prise de décision au cours des différentes étapes de la procédure.
2. Lorsqu'il s'était penché sur les questions relatives à la simplification de la procédure budgétaire, le groupe de travail "simplification" avait immédiatement constaté que la distinction entre les dépenses obligatoires et non obligatoires était une des principales sources de complexité de la procédure. Est-il envisageable de supprimer une telle distinction? Est-ce que l'inscription du mécanisme des perspectives financières dans la Constitution faciliterait la tâche? Comme toute personne juridique, l'Union doit honorer ses engagements juridiques; faudrait-il le déclarer explicitement dans la Constitution? À travers une disposition prévoyant que l'autorité budgétaire

veille à la disponibilité des moyens financiers nécessaires aux dépenses permettant à l'Union de remplir ses obligations juridiques à l'égard de tiers<sup>1</sup>?

3. Les institutions ont développé une culture de négociation et conciliation tout au long de la procédure budgétaire qui a fait l'objet d'une certaine codification dans l'accord interinstitutionnel de 1999 et qui a contribué à améliorer notablement la mécanique d'adoption du budget. Serait-il utile de constitutionnaliser ce type de pratiques? Partiellement?
4. L'adoption du budget est aujourd'hui le résultat de la collaboration entre les deux branches de l'autorité budgétaire qui procède chacune à deux lectures. Le Conseil a le dernier mot en ce qui concerne les dépenses non obligatoires et le Parlement en ce qui concerne les dépenses obligatoires sur la base d'un jeu croisé de majorités qualifiées renforcées lorsqu'ils ne sont pas d'accord entre eux. Si la distinction entre les deux types de dépenses devait être supprimée, il faudrait se poser deux grandes questions:
  - Est-il envisageable de réduire le nombre de lectures, ce qui permettrait de réduire les délais et par conséquent de travailler sur une prévision de dépenses mieux ajustée aux besoins?
  - À la différence de la procédure législative, la procédure budgétaire ne peut pas se terminer par un échec. Dès lors la question se pose de savoir comment résoudre le manque d'un accord. Certains, notamment le groupe de travail "simplification", ont proposé d'étendre à l'ensemble du budget la procédure finale des dépenses non obligatoires, c'est à dire : si le Parlement accepte toutes les modifications proposées par le Conseil, le budget pourrait être arrêté à la majorité des suffrages; par contre, il faudrait une majorité des membres et trois cinquièmes des suffrages exprimés au Parlement pour modifier ou rejeter les modifications du Conseil. D'autres ont proposé des mécanismes automatiques, par exemple, en cas de désaccord sur certains montants, il faudrait opter pour le montant le plus réduit (que ce soit celui proposé par le Conseil ou celui proposé par le Parlement) ou même d'appliquer le remède des douzièmes provisoires.

---

<sup>1</sup> Cette prévision figure dans les propositions du WD 02 en ce qui concerne le contenu des dispositions de la Constitution sur les perspectives financières.